



## Demande de financement au Fonds d'infrastructure des centres de formation (FICF) - 2006-2007

Ressources humaines et Développement des  
compétences Canada (RHDC)

Réservé à des fins officielles
Date de réception :
N° de dossier :

### Section 1 : Renseignements sur la demande

Nom de l'organisation/du consortium		Adresse du site Web (si elle peut être obtenue)	
Dénomination sociale de l'organisation/du consortium (si elle est différente)			
Adresse postale		Ville/village	
		Adresse postale	
Code postal	Ind. régional / N° de téléphone (    )	Code postal	
Dénomination sociale de l'organisation/du consortium			
Nom, titre et adresse de courriel de la personne-ressource			
Langue de correspondance <input type="checkbox"/> Anglais <input type="checkbox"/> Français	Ind. régional / Numéro de téléphone (si différent de l'organisation/du consortium) (    )	Ind. régional / Numéro de télécopieur (si différent de l'organisation/du consortium) (    )	
Votre organisation est-elle constituée en société? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non (voir les instructions détaillées concernant la demande) <input type="checkbox"/> À but lucratif <input type="checkbox"/> Sans but lucratif		Numéro fédéral :	Numéro provincial :
Date de constitution en société de l'organisation/du consortium :			
Numéro d'entreprise (Agence des douanes et du revenu du Canada) :			

***Demande de financement au Fonds d'infrastructure des centres de formation (FICF)***

Numéro de remboursement de la TPS/TVH : \_\_\_\_\_

% de remboursement de TPS/TVH : \_\_\_\_\_

La partie du coût de tous les produits et services achetés par le bénéficiaire pour laquelle celui-ci peut demander un crédit de taxe sur les intrants ou un remboursement de la TPS/TVH est, en vertu de cette entente, exclue des coûts admissibles et ne donne pas droit au remboursement. Le bénéficiaire doit, dans toute la mesure du possible, profiter de tout remboursement de la TPS/TVH ou de tout crédit de taxe sur les intrants auquel il pourrait avoir droit.

**Êtes-vous actuellement engagé dans un projet actif avec RHDCC?**

Oui  Non Dans l'affirmative, précisez le programme de RHDCC et le montant du financement.

Programme \_\_\_\_\_ Montant \_\_\_\_\_ \$

Dans l'affirmative, indiquez le nom et le titre de la personne-ressource à RHDCC associée à ce projet actif

M.  Mme \_\_\_\_\_ Titre \_\_\_\_\_

**Signataires autorisés de l'organisation (selon les lettres patentes ou d'autres actes constitutifs)**

Titre	Titre	Titre

Combien de signatures ci-dessus (selon vos lettres patentes ou autres actes constitutifs) sont nécessaires pour lier votre organisation à une entente juridique? \_\_\_\_\_

Quelle combinaison de signatures est nécessaire pour lier votre organisation à une entente juridique?

**Signataires autorisés pour les demandes de paiement ou d'autres rapports présentés à RHDCC**

Titre	Nom	Spécimen de signature

Combien de signatures faut-il pour authentifier les demandes de paiement ou d'autres rapports présentés à RHDCC? \_\_\_\_\_

Quelle combinaison de signatures faut-il pour authentifier les demandes de paiement ou d'autres documents telles que les ententes de financements ?

**Enregistrement des lobbyistes**

***Demande de financement au Fonds d'infrastructure des centres de formation (FICF)***

Est-ce qu'une personne de votre organisation ou un tiers faisant du lobbying auprès de RHDCC en votre nom relativement au financement demandé satisfait à la définition de lobbyiste donnée dans la *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes*?

Oui  Non

Dans l'affirmative, est-ce que votre organisation ou le tiers agissant en votre nom est enregistré comme lobbyiste auprès de la Direction de l'enregistrement des lobbyistes d'Industrie Canada?

Oui  Non  (Voir les directives énoncées plus haut sur les étapes à suivre pour l'enregistrement).

## **Section 2 : Description du projet FICF**

**Veillez remplir les sections qui suivent selon les instructions de l'annexe B, *Lignes directrices sur la façon de remplir le formulaire de demande de financement (deuxième étape) au programme du Fonds d'investissement des centres de formation, en vous assurant de répondre à toutes les questions.***

### **Partie 1 : Description du consortium**

#### **1. Dénomination sociale de l'organisation ou du consortium demandeur**

#### **2. Quel énoncé décrit le mieux votre consortium?**

Partenariat établi sous le régime d'un fonds de fiducie conjoint pour la formation

Partenariat syndical patronal nouveau ou unique, créé en vue d'obtenir un financement du FICF

Autre (précisez) \_\_\_\_\_

#### **3. Décrivez la structure et la composition de votre consortium.**

Veillez fournir les renseignements suivants :

- les noms des membres de chaque consortium et le genre d'organisation qu'ils représentent (tels que la section locale, les employeurs, l'association d'entrepreneurs ou autres organisations);
- indiquez la raison pour laquelle votre consortium a été créé;
- indiquez la méthode de collecte des fonds du consortium pour l'apprentissage (par exemple, les contributions sous le régime d'un fonds en fiducie conjoint;
- décrivez le processus utilisé pour que les partenaires ou les membres de votre consortium participent aux consultations de planification et de coordination des questions de la main d'œuvre afin d'identifier les besoins et les priorités et de s'assurer que les travailleurs sont mieux préparés pour répondre aux besoins et aux exigences de l'industrie et du marché de travail;
  - décrivez les partenariats que vous avez établis avec d'autres syndicats ou sections locales qui pourraient utiliser l'équipement.

### **Partie 2: Équipement à acheter**

**Comme les fonds du FICF sont limités, les demandeurs doivent énumérer les pièces d'équipement demandées par ordre de priorité et indiquer si certaines pièces doivent être achetées ensemble.**

#### **4. Décrivez les pièces d'équipement que vous comptez d'acheter.**

*Afin de décrire la pièce d'équipement que vous comptez acheter, veuillez répondre aux questions suivantes :*

- Pourquoi est-ce que vous considérez l'équipement comme à la fine pointe de la technologie? En quoi cela est-il actuellement important pour l'industrie ? (Il serait utile de fournir une copie des spécifications du fabricant, le cas échéant).
- Est-ce que l'équipement demandé vise à remplacer un appareil existant, plus ancien ou désuet du CFS?
- Est-ce que l'équipement demandé est actuellement utilisé dans les milieux de travail? Sinon, pourquoi est-il important que les travailleurs reçoivent maintenant la formation sur cet équipement?
- Quels sont les coûts estimés de chaque pièce d'équipement ? Veuillez indiquer séparément les frais d'expédition et de livraison, ainsi que les taxes provinciales et fédérales.
- Est-ce que des pièces d'équipement similaires sont actuellement utilisés dans un centre de formation d'un syndicat à proximité immédiate?

#### **5. À quel endroit cet équipement sera-t-il conservé et utilisé?**

- Indiquez les endroits où l'équipement sera conservé et utilisé.

#### **6. Comment le consortium compte-t-il financer sa contribution à l'achat de l'équipement et les coûts permanents liés à son entretien?**

- Est-ce que le consortium a actuellement des fonds pour couvrir les 50 % des coûts de l'équipement demandé?
- Quelles sont les sources des fonds que le consortium utilisera comme contribution en espèces (par exemple, proviendront-ils des contributions des membres sous le régime d'un fonds en fiducie conjoint)?
- Quels sont les plans de financement des coûts supplémentaires, autres que les coûts partagés pour l'achat de l'équipement, comme les coûts d'installation, d'entretien et de formation?

### **Partie 3 – Acquisition de compétences**

#### **7. Décrivez votre plan de formation pour l'année qui suivra l'acquisition de l'équipement.**

##### ***a. Qui sont les personnes qui recevront la formation?***

- Quelles sont les fonctions ou les métiers des personnes qui auront accès à l'équipement? S'agit-il de métiers ou d'occupations du Sceau rouge ou désignés dans la province où se trouve le centre de formation du syndicat?
- Quels sont les changements technologiques qui ont une incidence sur les compétences requises par l'occupation ou le métier?

*Demande de financement au Fonds d'infrastructure des centres de formation (FICF)*

- Quelles sont les compétences et les habiletés que les apprentis acquerront grâce à la formation sur l'équipement?
- Comment prévoyez-vous mettre en valeur la formation et maximiser le nombre de stagiaires éventuels?
- Combien de personnes comptez-vous former sur l'équipement une année après l'achat de l'équipement ? Environ combien d'entre elles seront des compagnons pratiquant des métiers du Sceau rouge ou des métiers désignés ou des apprentis pratiquant des métiers du Sceau rouge ou des métiers désignés?
- Ces personnes sont-elles actuellement employées? Si oui, dans quelle industrie travaillent-elles?
- Combien de travailleurs pourraient profiter de la formation sur le nouvel équipement (le nombre total de vos membres, les membres d'autres syndicats, sections locales, organismes, etc.)?

***b. Comment recevront-ils la formation?***

- Comment la formation sur le nouvel équipement sera-t-elle incorporée dans le curriculum de votre centre de formation? Par exemple allez-vous offrir un nouveau cours ou allez-vous incorporer le cours dans une formation déjà existante?
- Comment allez-vous couvrir les autres coûts de formation tels que les salaires des instructeurs et les frais de matériel?

**Partie 4 – Avantages prévus des nouvelles compétences acquises**

8. Quels avantages l'industrie prévoit-elle retirer de la formation des gens de métier sur cet équipement?

9. Quels avantages prévoit-on pour les gens de métier qui recevront la formation sur l'équipement?

**Section 3 : Budget détaillé**

Contributions financières du FICF et du consortium

*(À noter que même si les coûts indiqués ne sont que des estimations, le remboursement du FICF correspondra à 50 % des dépenses réelles.)* Lorsqu'ils utiliseront des fonds fédéraux pour acheter des produits et des services, comme de l'équipement, de 25 000 \$ ou plus, les bénéficiaires devront veiller à ce que le processus soit juste et responsable (c'est-à-dire obtenir au moins trois soumissions et retenir la soumission offrant le prix le plus bas ou la meilleure valeur).

**À noter que le FICF ne remboursera pas les coûts de l'équipement qui a été acheté ou commandé avant la conclusion d'une entente de contribution.**

*Demande de financement au Fonds d'infrastructure des centres de formation (FICF)*

Article de dépense	Contribution du FICF	Contribution totale du consortium	Total
<b>ÉQUIPEMENT</b> : Désignez séparément chaque appareil et donnez une estimation du prix correspondant (incluant la TPS)			
<b>EXPÉDITION/LIVRAISON DE L'ÉQUIPEMENT</b> : Indiquez les coûts approximatifs liés à l'expédition et à la livraison de l'équipement décrit plus haut.			
<b>TPS</b> : Indiquez le montant estimatif de la TPS sur l'achat de l'équipement et les coûts d'expédition et de livraison			
<b>TOTAL</b>			

### Résumé des contributions des membres du consortium

*Veillez indiquer toutes les sources de financement, y compris la contribution de chacun des membres du consortium, de RHDCC et de toutes les autres sources liées à l'achat de cet équipement. Si votre projet est financé par d'autres sources fédérales, provinciales ou municipales, veuillez indiquer le nom du ou des ministères et du ou des programmes concernés.*

Nom de l'organisation	TOTAL
Ressources humaines et Développement des compétences Canada (financement du FICF)	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
<b>TOTAL</b>	\$

### Votre déclaration

Je certifie/Nous certifions que :

- j'ai/nous avons lu et compris l'information fournie dans la demande, ainsi que les documents qui l'accompagnent, soit *Lignes directrices générales pour le financement du FICF – 2006* et *Lignes directrices sur la façon de remplir le formulaire de demande de financement (deuxième étape) au Fonds d'infrastructure des centres de formation (FICF)*;
- les renseignements fournis à RHDCC dans cette demande et les documents qui l'accompagnent sont véridiques, précises et complets à tous les égards;

*Demande de financement au Fonds d'infrastructure des centres de formation (FICF)*

- je comprends/nous comprenons que si les renseignements fournis ci-dessus sont faux ou trompeurs, l'organisation/le consortium peut être tenu(e) de rembourser en partie ou en totalité l'aide financière reçue;
- je suis/nous sommes dûment autorisé(s) à présenter cette demande au nom de l'organisation/du consortium nommé(e) dans la présente demande;
- le consortium dispose de la contribution pécuniaire requise pour l'achat de l'équipement.

Nom	Titre
Signataire autorisé	Date

Tous les renseignements personnels fournis dans la présente application seront administrés conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. De plus, ces renseignements sont assujettis à la *Loi sur l'accès à l'information* et ne peuvent être divulgués que conformément à cette loi. Les instructions à suivre pour effectuer une demande officielle en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et de la *Loi sur l'accès à l'information* se trouvent dans la publication gouvernementale intitulée *Info Source*, dont des exemplaires peuvent être obtenus des centres de ressources humaines du Canada ou à l'adresse Internet suivante : <http://infosource.gc.ca>.

## SECTION 4 : Déclaration – Sommes en souffrance dues au gouvernement du Canada

Remarque : Ne remplir cette section que si le montant du financement demandé à RHDCC est de 25 000 \$ ou plus.

Nom du demandeur :	
Nom(s) et titre(s) de la (des) personne(s)-ressource(s) :	Nom(s) et titre(s) de la (des) personne(s)-ressource(s) :
Nom(s) et titre(s) de la (des) personne(s)-ressource(s):	Nom(s) et titre(s) de la (des) personne(s)-ressource(s):

- Les renseignements fournis ci-dessous sont recueillis conformément à la politique du Conseil du Trésor sur les paiements de transfert (en vertu de l'article 7 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*).
- Même si vous n'avez pas à remplir la présente section, votre demande de financement pourrait être refusée si vous ne la remplissez pas.
- Les renseignements fournis seront administrés conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et/ou à la *Loi sur l'accès à l'information*. Les renseignements obtenus seront versés dans le fichier de renseignements personnels n° DRHC PPU 293 et (ou) dans le dossier de programme n° DRHC IRH 293. Les directives concernant les demandes de renseignements faites en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et de la *Loi sur l'accès à l'information* figurent dans Info Source, publication qui peut être obtenue de tous les bureaux du gouvernement fédéral, y compris les centres de ressources humaines du Canada, et à l'adresse Internet suivante : [http://www.tbs-sct.gc.ca/gos-sog/infosource/info1/Info\\_7/info2000.pdf](http://www.tbs-sct.gc.ca/gos-sog/infosource/info1/Info_7/info2000.pdf).

**Vous, le demandeur, devez-vous des sommes en souffrance au gouvernement du Canada en application d'une loi ou d'une entente de contribution?**

Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

**Dans la négative, veuillez signer la présente déclaration et l'envoyer avec votre demande.  
Dans l'affirmative, veuillez remplir le tableau suivant :**

Sommes en souffrance	Nature de la somme en souffrance (impôt, pénalités, paiements en trop)	Ministère ou organisme gouvernemental auquel la somme en souffrance est due

**Je certifie/nous certifions avoir lu et compris les renseignements présentés ci-dessus. Je déclare/nous déclarons avoir remis la liste véritable et exacte des sommes dues au gouvernement fédéral qui étaient en souffrance à la date de présentation de la présente demande de financement. Je sais/nous savons que les sommes qui me/nous sont payables en application de la présente entente peuvent être déduites des sommes en souffrance qui sont dues au gouvernement du Canada.**

**J'autorise/nous autorisons :**

- (a) le ministre à communiquer à l'institution concernée tous les renseignements de la présente déclaration qui concernent une somme en souffrance due à une institution fédérale figurant dans la liste ci-dessus en vue de vérifier le montant et l'état de la dette;
- (b) l'institution fédérale concernée à communiquer au ministre tous les renseignements se rapportant à la dette, uniquement en vue d'administrer la demande de financement se rapportant à ma/notre déclaration.

**Je déclare/nous déclarons que les renseignements qui se trouvent dans le présent formulaire.**

Nom (en caractères d'imprimerie) : \_\_\_\_\_ Nom (en caractères d'imprimerie) : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_



**Section 5 : Loi sur le ministère du Conseil exécutif, L.R.Q., ch. M-30.**

Tout organisme québécois subventionné par l'État doit obtenir l'autorisation du gouvernement provincial avant de recevoir des subventions ou des contributions du gouvernement fédéral. Le présent formulaire doit être rempli par la personne qui représente l'organisme, **si l'organisme exerce ses activités au Québec**. Il doit être utilisé dans le cadre de toute demande de financement s'inscrivant dans les programmes et initiatives de Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC), sauf ceux qui sont exemptés par un décret prévu dans la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif*, soit *Placement carrière-été* et *Partenaires pour l'emploi d'été*.

En vertu des articles 3.11 et 3.12 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* (la « *Loi* »), certaines entités définies dans la *Loi*, comme **un organisme municipal, un organisme scolaire ou un organisme public**, doivent obtenir une autorisation, selon les modalités décrites dans la *Loi*, avant de signer toute entente avec le gouvernement du Canada, ses ministères ou organismes, ou un organisme public fédéral.

Par conséquent, toute **entité visée par la Loi est responsable d'obtenir une telle autorisation** avant de conclure toute entente avec RHDC. La présente exigence ne s'applique pas aux programmes et initiatives exemptés en vertu d'un décret du gouvernement du Québec, soit *Placement carrière-été* (PCE) et *Partenaires pour l'emploi d'été* (PEE). L'Initiative de partenariats en action communautaire (IPAC) est également exemptée par un tel décret, mais seulement dans le cas d'entités visées par l'article 3.12 de la *Loi*.

Veillez prendre connaissance des dispositions pertinentes de la *Loi*, remplir et signer le présent formulaire, et nous le retourner, accompagné des pièces justificatives exigées.

*Veillez remplir ce qui suit :*

1) En vertu de l'article 3.11, le demandeur (bénéficiaire proposé) est-il un *organisme municipal* ou un *organisme scolaire* au sens de l'article 3.6.2 de la *Loi*?

Oui \_\_\_

Non \_\_\_

1) En vertu de l'article 3.12, le demandeur (bénéficiaire proposé) est-il un *organisme public* au sens de l'article 3.6.2 de la *Loi*?

Oui \_\_\_

Non \_\_\_

2) Si le demandeur conclut une entente avec RHDC, cette entente visera-t-elle un *organisme gouvernemental*, un *organisme municipal*, un *organisme scolaire* ou un *organisme public* au sens de la *Loi*?

Oui \_\_\_

Non \_\_\_

*Demande de financement au Fonds d'infrastructure des centres de formation (FICF)*

**Si vous avez répondu « Non » aux trois questions, veuillez signer ci-dessous.**

**Si vous avez répondu « Oui » à n'importe quelle de ces questions, vous devez :**

- communiquer avec le bureau du Fonds d'infrastructure des centres de formation de RHDCC, à l'adresse suivante : [nc-tcif-ficf-gd@hrsdc-rhdcc.gc.ca](mailto:nc-tcif-ficf-gd@hrsdc-rhdcc.gc.ca), pour demander des conseils sur la manière de procéder;
- obtenir l'autorisation du gouvernement du Québec ou du ministre des Affaires intergouvernementales du Canada (selon le cas) avant de signer l'entente de contribution;
- fournir une copie de cette autorisation.

**Je certifie que j'ai lu et compris tous les renseignements présentés ci-dessus et que les renseignements que j'ai fournis sont exacts.**

Nom et titre du représentant :

Signature :

Date :